

## **Introduction**

C'est avec plaisir que nous vous présentons sous forme de compilation l'ensemble des activités réalisées au cours de la dernière année.

Malgré des difficultés, rencontrées par nos membres, nos partenaires et les citoyennes et citoyens du quartier; nous avons réussi à nous épauler et à travailler ensemble pour le mieux-être de notre collectivité.

Nous profitons de cette occasion pour vous remercier de votre présence et de votre implication au sein de nos structures; sans vous rien ne serait possible.

Bonne lecture,

Lorraine Decelles, présidente  
Fulvia Spadari, coordonnatrice

## Habitation/ Aménagement

### Obtenir la confirmation d'au moins 500 logements sociaux pour le Grand Plateau

En 2004, le comité aménagement/habitation lançait officiellement la campagne des 500 logements sociaux. En premier lieu, un travail d'identification des besoins (portrait de la population et des besoins spécifiques en habitation) et des possibilités de développement de logement social (sites et zones potentielles) a équipé le comité d'outils argumentaires pour revendiquer du logement social.

En deuxième lieu, le comité a effectué une série d'activités d'éducation populaire auprès des groupes, des citoyens et des partenaires afin de sensibiliser la communauté locale. Par ailleurs, l'arrondissement et les élus locaux étaient inclus dans la cause du logement social sur le territoire à travers le comité conjoint (Direction aménagement urbain et ASGP) et la table des élus locaux du Grand Plateau pour le logement social. La campagne a mobilisé le quartier, dotée ASGP d'un dossier plus solide, d'une visibilité accrue et d'une démarche de milieu pour le développement de projets concrets.

**2005-2006** Obtenir des engagements formels, administratifs et politiques pour les sites ciblés

### Quatre sites identifiés par la campagne des 500 logements sociaux du Grand Plateau

**Potentiel : 128 unités**

Site de la Voierie Mentana  
Propriétaire Ville de Montréal

**Potentiel : 36 unités**

Site voierie sur Marianne  
Coopérative Marianne Phase 2  
Propriétaire Ville de Montréal

Le Conseil d'arrondissement a voté pour le déménagement de la voierie Mentana et réservé un site (terrain CP) pour la future voierie. Légalement, le droit de réserve s'exerce pour une période de deux ans par l'autorité municipale. Le Conseil d'arrondissement s'est engagé, une fois la relocalisation réussie, à y accueillir un projet de logement social. La centralisation des activités de voierie libère aussi le terrain pour la phase 2 de la Coopérative Marianne. Par contre, l'arrondissement doit trouver les moyens financiers pour l'acquisition du nouveau terrain.

**Potentiel : 56 unités**

Cour d'école Champagnat (stationnement): 24 logements pour les familles  
Cour d'école St-François Xavier Garneau : 32 logements pour les familles  
Propriétaire : la Commission scolaire de Montréal. Le dossier a été introduit au commissaire scolaire du Plateau Mont-Royal

**Potentiel : 300 unités**

Site du garage de la Société de transport de Montréal. La STM est propriétaire du terrain. Le déménagement est prévu en 2009 et la fin des activités en 2010. ASGP et l'arrondissement ont effectué des démarches auprès du conseil d'administration de la STM afin de signaler leur intérêt pour ce site.

## **Représentations auprès des autorités politiques pour les quatre sites ciblés**

### **Septembre 2005 - Ville de Montréal : Voierie Mentana et STM**

À la suite d'une réunion de la table des élus locaux pour le logement social au Grand Plateau, une délégation du comité habitation/aménagement, accompagnée par Madame Hélène Fotopulos, mairesse de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal et son attaché politique Richard Côté, rencontrent Monsieur Maciocia, responsable du dossier habitation et membre du comité exécutif de la Ville de Montréal et Jean-Jacques Bohémier, attaché politique. Lors de cette séance, Madame Fotopulos et les représentants d'ASGP exposent le portrait de la population du GP, les activités de la campagne des 500 logements sociaux et plus particulièrement, deux projets de logement social, proposés respectivement sur les terrains de la Voierie Mentana et de la STM.

### **Septembre 2005-Élections municipales : Voierie Mentana et STM**

Le Comité logement du Plateau Mont-Royal demande officiellement aux candidats des partis politiques de l'arrondissement de s'engager par écrit pour la construction de logements sociaux sur le site de la Voierie Mentana et le site STM.

### **Octobre 2005- Conseil d'arrondissement : Voierie Mentana et STM**

Les citoyens mobilisés par le Comité logement du Plateau Mont-Royal relance les élus locaux sur les sites Voierie Mentana et STM.

### **Novembre 2005-Élections municipales : Voierie Mentana et STM**

Le Comité logement du Plateau Mont-Royal convoque une conférence de presse et divulgue les résultats de la campagne auprès des candidats des partis politiques à propos de leur engagement sur les sites Mentana et STM. Madame Fotopulos réitère son engagement.

### **Janvier et Mars 2006 – Les sites CSDM : Cour Champagnat et cour François-Xavier Garneau**

Robert Dion des Ateliers Habitation Montréal et Fulvia Spadari d'ASGP rencontrent Monsieur Guenet, commissaire scolaire du Plateau Mont-Royal. Il se montre alors disposé à collaborer avec Atelier Habitation Montréal pour acheminer les projets aux instances scolaires concernées, soit les conseils d'établissement et les directions d'école. En parallèle, la CSCM prépare un plan d'aménagement quant aux immeubles excédentaires. Probablement, lorsque le plan sera adopté, il sera possible d'obtenir des réponses plus précises des autorités scolaires sur les possibilités de développement de logement social sur les sites visés. De toutes les façons, il faut prévoir un processus long et complexe.

### **Mars 2006 -Suivi de la pétition 10,671 signatures**

Le comité logement du Plateau (équipe de travail et membres du conseil d'administration) ainsi que Robert Dion, des Ateliers Habitation Montréal, rencontrent Monsieur Gilles Duceppe, député fédéral de Laurier et son attaché politique.

### **Avril 2006- Relance par Atelier Habitation Montréal : Voierie Mentana et Marianne**

Lettre envoyée à Monsieur Guy Ouellet, directeur du service aménagement urbain et services aux entreprises, arrondissement du Plateau Mont-Royal, pour une mise à jour du dossier.

### **Avril 2006- Première lettre officielle par Atelier Habitation Montréal : STM**

Lettre envoyée à Monsieur Claude Trudel, président du conseil d'administration de la Société de transport de Montréal, sollicitant une rencontre afin de discuter de projets de logements communautaires projetés sur leur site. La STM nous fait part qu'il est trop tôt et nous informe des échéanciers actuels.

## Autres projets de logement social en développement

### 57 unités pour personnes seules

#### Maison de chambres Laval des Pins

Mars 2006. Prise de possession de l'immeuble.

Dossier complexe qui nécessite beaucoup de détermination de la part de La résidence l'Académie et d'Atelier habitation et qui a reçu l'appui politique de l'arrondissement et la collaboration des services de l'arrondissement et de la Ville de Montréal.

### 182 unités

#### Projet pour personnes âgées en perte d'autonomie (Projet PAPA Mile-End)

Atelier Habitation Montréal

Déposé en mai 2006 pour études préliminaires au service d'aménagement de l'arrondissement Plateau.

Organiser une journée manifestive sur le thème du logement social  
Mobiliser les citoyens sur les sites ciblés par la campagne des 500 logements sociaux  
Établir une stratégie de communication en utilisant les médias et en créant un bulletin de liaison

### « La fête oui, la lutte aussi! »

#### Journée manifestive et de solidarité, le 17 septembre 2005

La Journée manifestive et de solidarité s'inscrit dans la série d'activités de mobilisation citoyenne organisée dans le cadre de la campagne de revendication des 500 logements sociaux pour le Grand Plateau (assemblée publique, signature d'une pétition, tournée en autobus des sites potentiels de développement, etc.), lancée à l'automne 2004.

Cette Journée, tenue 17 septembre 2005, relance publiquement la campagne 2005-2006 des 500 logements sociaux et marque la rentrée sociale dans un esprit festif et solidaire. En plus de soutenir la revendication de construction de 500 logements sociaux dans le Grand Plateau, elle souligne la rentrée du communautaire en faisant connaître à la population sa diversité, ses réalisations, ses activités et ses revendications.

Cet événement familial s'adresse à toute la population du Grand Plateau et se déroule comme suit : marche guidée dans les rues du Grand Plateau et action symbolique de réappropriation d'un site ciblé par la campagne des 500 logements sociaux, suivi d'une fête populaire. Un événement qui se veut à la fois informatif, revendicateur et festif d'où son nom, Journée Manifestive, et son slogan « *La fête oui, la lutte aussi!* ».

Dans les activités informatives et revendicatrices, notons la manifestation, l'action symbolique de réappropriation d'un site ciblé pour le logement social, le point de presse, la prise de parole par des comités de citoyens et des organismes communautaires sur de revendications locales et les vingt kiosques des organismes communautaires. Du côté festif : spectacles, contes, arts de rue, animation pour enfant, bouffe communautaire et danse.

## Implication citoyenne dans l'ensemble de la démarche

Malgré les conditions météorologiques très défavorables, de nombreux citoyens participent à l'événement. Près de 175 personnes manifestent et de 250 personnes se rendent à la fête. Un comité de citoyens (plus de vingt militants, bénévoles et membres d'organismes communautaires), soutenu par le comité logement du Plateau Mont-Royal, est impliqué dans la définition du contenu ainsi que dans l'aspect organisationnel de la manifestation, de la promotion de la journée, dans la fabrication des pancartes, de bannières etc.

Un public varié (familles, personnes âgées, personnes seules, ...) a ainsi été rejoint et mobilisé tant pour la participation à l'événement que pour son organisation; parmi ce public, plusieurs ménages appauvris et exclus vivant dans le Grand Plateau. Cette mobilisation est en grande partie attribuable à la promotion qui a très bien couvert l'ensemble du réseau local (envois postaux, envois courriels, sollicitation téléphonique, diffusion via différents réseaux courriels et Internet, distribution de tracts, affichage, etc.). De plus, notons **une couverture médiatique** de 23 interventions, essentiellement électroniques (radios, télévision, et Internet) avant, pendant et après l'événement.

Pour ce qui est du taux de satisfaction de l'ensemble des participants (bénévoles, artistes, organismes communautaires) et du public, il s'est avéré très positif. Plus spécifiquement, les organismes communautaires ont grandement apprécié l'expérience et désirent la reproduire en organisant une fête pour la rentrée communautaire de 2006.

## Financement des activités de la campagne 500 logements sociaux

La subvention du fond de lutte contre la pauvreté- Contrat de Ville s'est terminée au 30 avril 2006. Le rapport final (période d'avril 2004 à avril 2006) a été remis à l'arrondissement du Plateau Mont-Royal.

### Renouvellement des stratégies d'action en matière d'habitation

Les membres du comité habitation/aménagement se sont réunis à plus de dix reprises entre octobre 2005 et juin 2006. Une partie de leurs travaux a consisté à réfléchir et à débattre afin de renouveler les stratégies d'action en se basant sur les résultats de la campagne des 500 logements sociaux.

Par exemple, le comité a priorisé la tenue d'une opération de consultation populaire en aménagement visant le site de la STM. Ce site est situé dans une zone majeure de futur développement résidentiel lorsqu'on y inclut les terrains de l'ancien garage Ford. Le comité vise à augmenter le nombre de logements sociaux dans ce secteur qui, historiquement, est le parent pauvre du Grand Plateau, en matière du nombre d'unités de logement social.

D'autre part, des discussions visant à mieux cerner le rôle et le champ d'intervention du comité en matière d'habitation se sont déroulées au cours de l'année. À titre d'illustration, quelle stratégie doit-on appliquer en regard de l'ancien site du garage Ford, propriété privée? Ces débats orientent peu à peu le comité et ils se poursuivront en 2006-2007. Dans un autre ordre d'idée, le dossier des maisons de chambres a été intégré en cours d'année au plan d'action du comité.

De plus, le comité s'est enrichi d'un nouveau membre, soit Halte la Ressource, porteur du Projet La familiale. Le groupe amène une autre dynamique au sein du comité car La Familiale est un comité de requérants, composés de familles, à la recherche d'un site pour la construction de leur projet d'habitation. Par ailleurs, le comité a pris part à une formation du FRAPRU dans laquelle était soulignée l'importance d'inclure des comités de requérants dans la stratégie de développement du logement social.

<b>Maisons de chambres (Nouveau dossier)</b>
--

**Problématique**

- a. La maison de chambre est une formule de logement habituellement utilisée par des personnes en situation de pauvreté, seules et fragilisées. Pour certaines d'entre elles, il s'agit de la première étape, suite à la sortie de la rue. Le droit au logement doit être reconnu intégralement pour ces personnes.
- b. On assiste dans les quartiers centraux à une disparition importante des maisons de chambres au profit de création de gîtes du passant, de lieux de location à des clientèles spécifiques (étudiant, gens d'affaires) ou de création d'unités de condos. (Étude du RAPSIM en 2005).
- c. La Division du développement de l'habitation du Service de la mise en œuvre du territoire et du patrimoine a amorcé en 2006 l'élaboration d'un plan d'action concerté sur les maisons de chambres du territoire de Montréal.

**Étude sur le profil des résidents en maison de chambre et financement de l'activité**

Deux perspectives de travail sont identifiées par un groupe de travail du comité composé de Geneviève Héту, comité itinérance; de Marise Guindon, CDEC Centre-sud/Plateau Mont-Royal et Yves Girard, CSSS Jeanne-Mance, soit

- a. La préservation du stock existant
- b. Le développement de nouvelles unités pour faire face aux besoins, c'est-à-dire l'intégration de maisons de chambres/studios dans nos projets de développement de logements sociaux.

Au printemps 2006, ASGP obtient un soutien financier du Fonds étudiant de la FTQ. Marise Guindon et Yves Girard assument la responsabilité du dossier et engagent un étudiant qui réalisera à l'été 2006, une étude sur les maisons de chambres. La recherche traite, entre autres, du profil des résidents, de leur trajectoire résidentielle et de leurs besoins. En plus, une entente de collaboration entre ASGP et la Division du développement de l'habitation de la Ville de Montréal permet d'accéder à certaines données pertinentes ou complémentaires à l'étude sur les maisons de chambres pour le Plateau Mont-Royal.

<b>Recherche de financement pour l'opération de consultation populaire</b>
--

Le Comité logement du Plateau Mont-Royal obtient un financement de la Fondation Béatie et est responsable de l'opération de consultation pour l'aménagement du site STM. Un objectif déterminant pour le Comité logement est la mobilisation citoyenne et la formation de comités de requérants. Le comité itinérance a aussi vérifié la possibilité d'être financé par le programme IPAC, mais le projet n'a pas été jugé admissible.

## Sécurité alimentaire

- Développer des actions concrètes de soutien aux urgences alimentaires.
- Améliorer les références vers les ressources alternatives en sécurité alimentaire par un bulletin de promotion.
- Favoriser une meilleure utilisation des ressources.
- Poursuivre la démarche de sensibilisation et d'animation avec les personnes âgées conjointement avec Alliances 3<sup>ième</sup> âge.
- Poursuivre les réflexions et les actions collectives en concertation élargie.

### Une réponse aux urgences alimentaires

#### Des constats et pistes d'action partagés

Les échanges avec des groupes de dépannage alimentaire ont confirmé les constats émis par les participants au forum sur le dépannage (janvier 2005) et par les intervenants et agents de la Sécurité du revenu impliqués au Projet insertion sociale (2004). Il s'agit de :

- l'insuffisance des ressources pour répondre aux urgences alimentaires des personnes seules, exclues du marché du travail, mais également des familles monoparentales, des personnes immigrantes et plus récemment des personnes âgées;
- l'absence de ponts (références) entre les groupes de dépannage et les autres ressources.

La précarité des groupes de dépannage fait en sorte qu'un maillage des ressources ne peut, à lui seul, répondre à de nombreux besoins bien présents. Les groupes souhaitent alors élaborer un concept de *Magasin équitable et solidaire* en s'appuyant justement sur les besoins des groupes de dépannage et sur les collaborations possibles avec le milieu (groupe porteur, animations d'ateliers, lieu de réception des bons d'achats, etc.). Un concept qui met en jeu d'autres dimensions telles que la solidarité et l'insertion sociale et crée un lieu d'appartenance.

#### Le projet de *Magasin équitable et solidaire*

Le projet est de taille et le comité s'y attaque, pas à pas. Brièvement, ce projet comprend deux grands volets complémentaires. Le premier s'adresse aux personnes qui souhaitent améliorer leurs conditions de vie en mettant à profit leur potentiel, sans pour autant intégrer le marché du travail. Il s'agit de leur offrir une opportunité originale pour développer une confiance et des habiletés socio-professionnelles mais surtout pour avoir accès à un support social et à un lieu d'interactions. On utilise le commerce équitable, d'où l'appellation *Magasin équitable et solidaire*, comme outil pour réaliser des ateliers d'insertion sociale. L'étude de faisabilité et le plan d'affaire démontreront, ou non, l'ouverture et l'intérêt du marché pour un tel projet.

Le second volet consiste en une épicerie d'aide alimentaire répondant aux urgences des différentes populations (familles, travailleurs, personnes seules, etc.) et servant de porte d'entrée vers un réseau d'intervention plus large. Le concept de cette épicerie intégrera les limites au dépannage actuel en développant une alternative mieux adaptée aux besoins des personnes en situation d'urgence alimentaire. Précisons que les groupes de dépannage ont été interrogés sur ce et que leurs constats et préoccupations seront au cœur de l'aspect opérationnel du projet. Selon la responsable de l'ADEP, l'épicerie d'urgence pourrait servir de lieu de réception aux bons d'achats distribués par les paroisses et Sociétés Saint-Vincent de Paul. Cette formule d'aide alimentaire serait également beaucoup plus accessible et adaptée aux besoins des personnes en situation d'urgence en leur offrant un choix de denrées qui respectent leur dignité, leurs goûts, leurs connaissances culinaires et leurs valeurs.

### Références entre les différentes ressources d'aide

Le Comité de sécurité alimentaire a entrepris la réalisation d'un feuillet de promotion destiné aux intervenants et bénéficiaires du dépannage alimentaire. Cette intervention se veut un moyen à court terme d'agir plus largement sur les conditions fragilisantes par la promotion des diverses ressources du territoire. On y retrouvera des alternatives au dépannage mais également d'autres types de ressource (aide au logement, prêts de quartier, friperie à bas prix, etc.) pouvant venir en aide aux personnes en situation plus vulnérable.

#### **Animations autour du guide alimentaire**

Le Comité de sécurité alimentaire et Alliances 3<sup>e</sup> âge poursuivent leur action commune pour contrer l'alimentation insuffisante chez les aînés vivant seuls. L'année dernière, des ateliers d'échange ont été organisés dans des HLM et groupes communautaires du territoire pour recueillir les bons trucs et conseils des aînés pour se donner le goût et les moyens de bien manger. Cette initiative a mené à la création du guide *Bien manger lorsqu'on vit seul sur le Plateau Mont-Royal* qui rassemble et partage des idées astucieuses pour faire redécouvrir aux aînés plus vulnérables le plaisir de bien manger, leur redonner le goût de cuisiner et d'utiliser les diverses ressources alimentaires du territoire.

Depuis son lancement en mars 2006, le guide est au cœur d'une démarche d'animation et de sensibilisation en collaboration avec les Cuisines collectives du Grand Plateau. Les aînés de huit HLM et deux groupes communautaires ont profité de cet espace ponctuel où pour acquérir et partager leurs expertises sur l'alimentation.

#### **L'implication des partenaires dans la mobilisation des aînés**

Des comités de locataires et des personnes contacts ont participé à la mobilisation des aînés à partir de leurs propres réseaux de communication. Cette collaboration, rendant ainsi plus visible et crédible nos actions, a permis de rejoindre quelque 235 aînés. Cette réponse, dans un contexte où la mobilisation est difficile voir inexistante dans certains HLM, confirme bien l'intérêt et la pertinence de notre démarche.

#### **Une « recette » d'animation réussie**

Le contenu des animations référait aux thèmes abordés dans le guide afin d'en permettre une réelle appropriation et d'en faciliter l'évaluation. Les participants l'ont beaucoup feuilleté et s'en sont servis pour leurs échanges, questions et commentaires. La présentation des ressources du quartier a particulièrement suscité de l'intérêt. Des participants ont découvert que des repas étaient offerts dans des endroits près de chez eux et que des livraisons à prix modiques leur étaient accessibles. Plusieurs aînés ont



même demandé à ce que soit organisée une expérience de cuisine collective dans la salle communautaire de leur HLM. Les personnes à mobilité réduite ont particulièrement appuyé cette requête.

Dans la grande majorité des cas, l'animation s'est fait dans une ambiance chaleureuse, d'écoute et de partage. Les rencontres se sont poursuivies bien au-delà du temps estimé. Une fois l'animation terminée et le goûté servi, les échanges sur l'alimentation ont continué informellement par le partages de d'autres trucs, ressources et recettes. Seules deux animations ont été plus difficiles. Elles ont toutes deux eu lieux simultanément avec l'assemblée générale de leur HLM. Les tensions résultant de l'assemblée générale et le fait que certains résidents n'avaient pas choisi d'être présents à l'animation ont marqué ces rencontres d'agressivité et de désintérêt. Le goûter, en fin de rencontre, a toutefois contribué à apaiser l'atmosphère.

La présence d'une traductrice a permis de rejoindre et d'avoir des échanges fort intéressants avec les femmes portugaises fréquentant le CASCM. L'importance d'animer le guide était, ici, bien évidente compte tenu de la barrière linguistique. Il est toutefois probable que d'autres aînés rencontrés aient également profité de l'animation pour s'appropriier le contenu du guide faute de ne pouvoir le lire.

### **Une large diffusion**

Même si ce guide se voulant avant tout un outil à des animations d'échange, des exemplaires ont été distribué en dehors des rencontres. C'est plus de 40 aînés et intervenants qui nous ont contacté pour recevoir un exemplaire suite à des articles parus dans le Journal Le Plateau, la publication interne du CSSS Jeanne-Mance et le site du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire (RQIIAC). Mentionnons que l'article du RQIIAC a permis une visibilité à l'extérieure du quartier et fait maintenant évoluer le guide dans 24 autres villes et villages québécois.

## **Stratégies de développement social**

- Faire valoir les besoins sociaux et économiques des populations les plus vulnérables
- Promouvoir et défendre le développement juste et équitable

<p><b>Participation à la table de santé publique en développement social CSSS Jeanne-Mance -Projet d'organisation clinique</b></p>
--

À l'automne 2005, ASGP participe aux séances de la table de santé publique du CSSS qui s'est réunie à 8 reprises. Elle regroupe les partenaires suivants : CSSS Jeanne-Mance- santé et prévention; CDEC Centre-sud/Plateau Mont-Royal; Commission scolaire, Regroupement 2; Arrondissements du Plateau Mont-Royal et de Ville-Marie et la Direction de la santé publique. La Table se donne comme objectif d'identifier les enjeux en matière de développement social pour le territoire couvert par le CSSS (Centre-sud et Plateau).

### **Contenu des travaux de la table**

Les premières réunions se concentrent sur la présentation par chaque partenaire du portrait des populations, des enjeux sociaux et de leur plan d'action respectif.

Les travaux menés par la table s'avèrent très fructueux en termes de partage de connaissance et d'appropriation d'enjeux. De la première rencontre à la dernière, s'est opérée une réelle progression dans les échanges qui a abouti à un véritable consensus, tant sur les priorités locales que sur les bénéfices pour chacun de se tenir mutuellement à jour sur les interventions des autres partenaires. Comme on le sait, plusieurs plans d'action se déploient sur le territoire et il y a davantage à partager cette information qui peut révéler des convergences, selon les dossiers traités.

### **Priorités retenues et mise en place d'un comité de vigie**

Au printemps 2006, la table propose la mise en place d'un comité multisectoriel de vigie sur le développement social. Les priorités retenues sont l'accès au logement social, la sécurité alimentaire et l'intégration sociale et professionnelle. Elles s'inscrivent dans une perspective de lutte contre la pauvreté et l'exclusion ainsi que du maintien de la mixité sociale sur le territoire.

Les participants établissent des fondements pour l'action d'un comité de vigie dont le mandat viendra en appui direct aux actions portées par le milieu. La mission, l'autonomie et les responsabilités de chacun des partenaires seront respectées. Le comité mise à la fois sur la complémentarité des actions et sur la force que représente les alliances des partenaires pour le développement social. Il ne s'agit pas de mettre sur pied une instance de planification, mais bel et bien d'un comité qui agit en soutien à la réalisation des projets issus du milieu et en aucun cas, il ne se substituera aux instances existantes.

## Les résultats plus spécifiques pour ASGP

- a. La critique par ASGP, des indicateurs et des mesures de calcul utilisés par les gouvernements pour mesurer la pauvreté dans un milieu urbain, à forte mixité sociale, a été reprise par l'ensemble des partenaires. Également, la notion de quartier central a été approfondie. Ne pas tenir compte de ces spécificités dans les méthodes prive le territoire d'une juste part d'investissement social. L'impact principal est la sous-estimation des besoins en ressources et services en regard des populations plus vulnérables.
- b. La table de santé publique en adoptant comme priorité le logement social, la sécurité alimentaire et l'insertion sociale, renforce ASGP dans ses interventions publiques et politiques sur ces mêmes priorités.
- c. La constitution d'un comité de vigie devrait permettre une bonne circulation de l'information auprès des membres d'ASGP sur les diverses interventions en développement social des partenaires.
- d. ASGP informera le comité de vigie sur les projets de développement social, issus du milieu. Au moment stratégique, ASGP demandera l'appui du comité de vigie.

### Projet de documentation des indices de mesure de dévitalisation des quartiers centraux

#### Rappel

La mesure Pampalon marque le Grand Plateau comme un quartier à faible dévalorisation sociale. Les indicateurs choisis et les méthodes de calcul sont basés sur des pourcentages et non sur le nombre de personnes, ce qui, dans un quartier à forte densité comme le nôtre, a pour résultat de nous déclasser au niveau des besoins sociaux. De plus, les mesures sont conçues pour pointer les concentrations de pauvreté dans un quartier donné, ce qui exclut les personnes pauvres vivant dans des zones à forte mixité sociale.

#### Moins d'investissements dans le Grand Plateau

Deux conséquences visibles de l'impact de cette mesure dans le Grand Plateau : le montant accordé par le Fond de lutte contre la pauvreté- Contrat de Ville est deux à trois fois moindre que ceux des arrondissements voisins. Les zones identifiées par la Ville pour le programme de revitalisation urbaine intégrée (RUI) utilisent aussi la mesure Pampalon. Le Grand Plateau ne peut donc se qualifier bien que près de 32 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté sur le territoire. Dans la même veine, des investissements sociaux qui auparavant étaient versés au Plateau ont été re-dirigés vers les RUI.

En décembre 2005, une première réunion, entre la CDEC, le CSSS, la CDC Centre-sud et ASGP, confirme le besoin d'agir conjointement sur ce dossier. Les partenaires sociaux du Grand Plateau décident alors d'adresser, sur le plan méthodologique, les mesures qui déterminent la part de financement accordé à des territoires donnés. En mars 2006, une demande conjointe de financement est déposée auprès de Développement économique Canada (DEC).

Toutefois, DEC n'accepte pas de financer le projet de documentation, se considérant comme un élément d'un éventuel montage financier. ASGP et les partenaires impliqués, devront établir des moyens d'action pour revendiquer des changements sur la répartition des investissements sociaux.

<b>Les cahiers thématiques</b>
--------------------------------

**1. Sécurité alimentaire**

La rédaction du cahier est commencée. On y retrouvera un bilan des actions réalisées sur le territoire, les grands constats ainsi que des enjeux et pistes d'actions privilégiées. La sortie de ce cahier est prévue en hiver 2007.

**2. Itinérance**

En janvier 2006, le comité itinérance invite les intervenants à une session de travail pour documenter l'itinérance dans le Grand Plateau, à partir d'un questionnaire fabriqué à cette fin. Les questions abordent les profils de la population itinérante, leur provenance, s'ils ont des enfants ou des contacts avec leurs familles, les consommations de drogues, les troubles de santé mentale, les principaux modes de logement etc. Des propositions de priorités terminent la session.

Malheureusement, la difficulté d'obtenir du financement pour la coordination du comité itinérance conduit à la cessation des activités, au printemps 2006. En ce qui concerne plus spécifiquement la réalisation du cahier itinérance, ASGP sonde alors quelques intervenants afin de vérifier si l'on en maintient la rédaction et en quoi ce cahier renforcerait l'action du milieu. Ils confirment leur intérêt et la pertinence du cahier pour le milieu. Il s'agit maintenant de trouver des moyens financiers pour le réaliser.

**3. Personnes âgées**

Ce cahier devait être réalisé en collaboration avec la table Alliance troisième Âge. Toutefois, cette année, ASGP et Alliance troisième âge ont plutôt choisi de consacrer leur temps et ressources pour produire un guide alimentaire pour les personnes âgées.

Voir section sécurité alimentaire

**4. Artistes**

En cours d'année 05-06, l'assemblée régulière d'ASGP reçoit une proposition du Centre culturel de transition afin de concevoir un cahier sur la condition des artistes, devant le constat d'appauvrissement rapide et de reconfiguration de la population artistique du Plateau. Il s'agit d'entreprendre une étude qualitative sur le profil socio-économique des artistes, des groupes culturels et des lieux de diffusion du Grand Plateau. Des groupes membres d'ASGP ont alors manifesté leur intérêt à s'associer à cette démarche. Ce dossier est toutefois sous les tablettes, le Centre culturel de transition devant faire face à une situation financière précaire et, pour une période non déterminée, ayant très peu de disponibilité pour porter le dossier.

<b>Faire connaître l'état de situation de la santé mentale dans le Grand Plateau</b>
--

Aucun développement sur ce dossier. Bien qu'il s'agit d'un enjeu important reconnu sur le territoire, pour le moment, faute de porteur du dossier et de moyens financiers, il n'est pas envisageable à court ou moyen terme de produire un tel cahier.

<b>Documenter et étudier, avec les partenaires sociaux, le potentiel de développement du secteur Plateau EST</b>
--

Ce secteur est délimité par l'avenue Papineau à l'ouest, par la voie ferrée au nord et à l'est et par la rue Sherbrooke, au sud. À plusieurs reprises, au cours des années passées, les acteurs locaux comme ASGP, la CDEC ou le CLSC ont identifié le secteur EST comme étant prioritaire, en y relevant particulièrement l'absence d'une vision globale de développement social dans cette zone particulièrement dévalorisée. En établissant un diagnostic du secteur, ASGP et les partenaires sociaux se constitueront une base commune d'information et une bonne analyse du secteur, étape préalable à l'élaboration d'interventions concertées sur ce territoire. Action prioritaire qui sera développée dans le plan d'action 06-07.



**Contribuer à établir des conditions favorables à la vie démocratique et associative du CSCM**

**Centre des services  
communautaires  
du Monastère**

**Rappel**

Le 14 avril 2005, le conseil d'administration du Centre des services communautaires du Monastère (CSCM) était destitué en assemblée générale spéciale et un autre conseil d'administration était élu. Cet événement, manifestation d'une crise interne au sein du CSCM, n'avait pas manqué de soulever des questionnements sur la vie associative du Centre et plus particulièrement, sur sa gouvernance.

En juin 2005, le Conseil d'administration d'Action Solidarité Grand Plateau envoyait une lettre au CA du CSCM et proposait la mise sur pied d'un comité pour réviser des points majeurs des règlements du CSCM et se disait prêt à y participer.

## **Implication d'ASGP aux instances du CSCM**

À l'été 2005, le CA d'ASGP mandate la coordonnatrice, Fulvia Spadari, pour qu'elle se porte candidate aux élections du CA du CSCM et qu'elle consulte les membres occupants sur la proposition de mettre sur pied un comité de révision des statuts et règlements. À la rentrée de l'automne 2005, les groupes locataires du Monastère décident unanimement de proposer la révision des statuts à l'assemblée générale annuelle du 28 septembre 2005. L'assemblée adopte alors la mise sur pied du comité, composé d'un représentant par catégorie de membres, soit occupant, individuel et partenaire. Les membres occupants élisent Fulvia Spadari et Diane Lambert, Centre de lecture et d'écriture au Conseil d'administration du CSCM.

### **Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration s'est réuni une douzaine de fois entre septembre 2005 à juin 2006. En tant que membre du CA, Fulvia Spadari s'est impliquée particulièrement dans le dossier de la révision des statuts et règlements et le dossier de l'aménagement du stationnement.

### **Comité ad hoc sur la révision des statuts et règlements**

En octobre 2005, un comité ad hoc est formé de Fulvia Spadari d'Action Solidarité Grand Plateau, représentante des membres occupants, Noëlle Samson de la CDEC Centre-Sud / Plateau Mt-Royal, représentante des membres corporatifs partenaires et Pascal Laforest, représentant des membres individuels.

Le comité effectue une recherche sur les règlements existants dans d'autres centres communautaires et produit un tableau comparatif sur les points suivants : définition et catégorie de membre; composition, droit de vote et quorum en assemblée générale; composition du conseil d'administration. Il se réunit une douzaine de fois et effectue quatre consultations auprès des membres.

Les travaux consistent surtout à jeter des bases de réflexion et à produire des documents de travail à partir de la recherche et des consultations auprès des membres et à rendre compte régulièrement au CA du CSCM des résultats accomplis.

En juin 2006, le comité ad hoc, après validation auprès des membres occupants et partenaires, dépose deux recommandations distinctes pour modifier la composition du CA (les membres individuels préférant, pour le moment, maintenir le statut quo).

Le conseil d'administration du CSCM retient alors une recommandation, qui selon lui, assure une meilleure représentativité de chacune des catégories des membres au sein du CA. La proposition est par la suite soumise et adoptée lors de l'assemblée générale spéciale, le 13 juin 2006. Cette modification au conseil d'administration est un premier pas vers le changement et le CA du CSCM s'engage à poursuivre la révision des statuts en 2006-2007.

### **Comité Aménagement du stationnement**

Ce comité a le mandat d'évaluer un projet de construction sur le stationnement du CSCM, soumis par l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, à partir de la position adoptée en 2003 par l'assemblée générale du CSCM qui établissait une série de paramètres pour tout développement futur sur le terrain arrière. Le comité doit aussi mettre en œuvre un plan de communication et impliquer les membres du Monastère dans ce dossier.

En mars 2006, un nouveau comité reprend dossier. Il se réunit une dizaine de fois durant la période de mars 2006 à juin 2006. Les travaux consistent surtout à s'informer, à clarifier les enjeux pour le CSCM en termes de développement et à définir quelques balises par lesquelles évaluer le projet de l'arrondissement.

En mai 2006, le comité reçoit l'étude de faisabilité du projet. Ce projet regroupe la bibliothèque, la Maison de la Culture et la Maison de la poésie. Un premier constat, contrairement à la position de l'AG du CSCM, le projet n'inclut pas d'espaces communautaires. Dans un premier temps, le comité, n'étant pas assez outillé, analyse le projet en fonction strictement de critères liés à l'aménagement physique des lieux.

Le 6 juin 2006, des délégués mandatés par le conseil d'administration, rencontrent les représentants de l'arrondissement pour leur rappeler et leur faire valoir la position du CSCM de 2003, soulignant particulièrement l'absence d'espaces communautaires. Vu l'état peu avancé de la réflexion au sein des instances du CSCM, le comité n'entame aucune discussion avec l'arrondissement.

Ce dossier est extrêmement important pour le CSCM et les échéanciers présentés par l'arrondissement sont extrêmement courts. Pour la suite des choses, le comité aménagement doit relever un grand défi et s'assurer, avec le conseil d'administration, d'outiller les membres et de les intégrer au processus devant conduire à donner une réponse à l'arrondissement.

## Vie associative

### Favoriser la vie associative et le réseautage entre les groupes communautaires du Grand Plateau

En 2005- 2006 ASGP tient quatre assemblées des membres et le conseil d'administration se réunit à dix reprises. ASGP s'enrichit de l'arrivée de trois nouveaux membres : Le Centre culturel de transition, le Centre d'écologie urbaine et la Maison des Jeunes du Plateau. De plus, nous avons le plaisir de ré-accueillir parmi nous, le groupe La 20'taine, de retour dans notre quartier.

À l'assemblée générale 2005, les membres décident de mettre une emphase particulière sur la vie associative des membres. On privilégie alors des activités de ressourcement pour les membres et de visibilité des groupes communautaires dans le Grand Plateau.

### Foire communautaire à la rentrée 2006

- Augmenter la visibilité des groupes communautaires du Grand Plateau
- Faire connaître les services, les activités et les ressources du milieu communautaire
- Favoriser des partenariats entre différents acteurs du Grand Plateau

### Élaboration du concept

Dès sa première réunion, le 30 novembre 2005, le comité détermine un concept de la foire qui intègre les objectifs adoptés à l'assemblée générale. Il est convenu de produire un passeport pour les citoyens liés aux kiosques des groupes communautaires et d'organiser une activité spécifique réunissant des citoyens, des partenaires sociaux et des groupes communautaires. Plus tard, il retient un thème rassembleur –Ancre-toi dans ta communauté- faisant appel à l'implication et la solidarité des citoyens dans la communauté.

Le Parc des compagnons de Saint-Laurent est choisi comme lieu de l'événement et le comité contacte Michel Depatie, de la Société de développement de l'avenue Mont-Royal qui accepte de se joindre au comité organisationnel. La date de l'événement est fixée pour le 2 septembre 2006 en même temps que la vente-trottoir des commerçants de l'avenue du Mont-Royal.

### Établissement d'un plan de travail et opérationnalisation

De novembre 05 à juin 2006, le comité s'est rencontré à plus de 10 reprises. Il se dote d'un plan organisationnel et crée deux comités de travail : soit le comité communication et financement et le comité aménagement et animation. Vingt-cinq groupes communautaires s'inscrivent pour la tenue de kiosques. Tout au long des mois, les membres se répartissent les tâches et les responsabilités et voient à l'opérationnalisation des volets suivants :



- a. Aménagement, transport, décor et signalisation:** Démarches administratives auprès de l'arrondissement, concept d'aménagement sur le site, identification des besoins en équipement et ressources humaines, achat et location de matériel
- b. Animation sur le site :** Kiosques, Coin enfants, Mascotte Le Plateau, Épluchette de blé d'inde, spectacle sous le Grand Chapiteau, tirage Passeport citoyens, échange sur l'engagement au sein de sa communauté, Maître de cérémonie, peinture en direct
- c. Promotion et publicité :** Plan de communication : promotion, média et réseau de diffusion. Concept visuel, contenu et montage des outils de promotion : Bottin des membres, affiches, tracts, passeport citoyen et publicité.
- d. Recrutement et formation des équipes de bénévoles :** Détermination des besoins en ressources humaines en fonction des activités planifiées.
- e. Recherche de financement et commandites** auprès des élus politiques, des partenaires sociaux et des commerçants de l'avenue Mont-Royal.

Au 30 juin 2006, le comité a bien en place une structure opérationnelle qui devrait assurer le succès de la journée du 2 septembre 2006.

### **Dîners collectifs et rencontres thématiques**

#### **Chroniques sur des sujets choisis par les membres**

Un sondage est effectué auprès des membres pour mettre en œuvre ces activités. Les réponses obtenues privilégient le maintien du tour de table en début d'assemblée plutôt que de le remplacer par une chronique. Les membres relèvent la pertinence du tour de table qui est l'occasion d'être informé des interventions et activités de chacun et qui suscite des collaborations entre les groupes, en-dehors des activités propres à la table de concertation. En ce qui concerne les dîners thématiques, les personnes qui ont répondu au sondage démontrent un certain intérêt.

### **Bulletin de liaison d'ASGP (nouveau) et site WEB**

Au cours du printemps 2006, ASGP crée un bulletin de liaison interne pour les membres. Côté contenu, le bulletin se consacre aux activités des membres et à la mise à jour des dossiers liés au plan d'action d'ASGP : nouvelles des comités de travail, les partenariats développés, les représentations politiques, les questions d'actualité pour la concertation, etc. Deux bulletins sont publiés et diffusés aux membres, soit en avril 06 et en mai 06. Suite à la parution de ces numéros, une évaluation est prévue en 06-07. Elle portera d'une part, sur les coûts et la charge de travail qu'il nécessite et d'autre part, sur la forme, la fréquence de parution et la pertinence du contenu.

Le site WEB d'ASGP n'a pas été mis à jour depuis le portrait produit en 2005. À la fin juin 2006, Valérie Eme du Centre culturel de transition fait une recherche afin de proposer des moyens peu coûteux et pratiques (aspects techniques) pour être en mesure de renouveler régulièrement le site. Cela sera donc à étudier en 2006-2007.

## **Action citoyenneté**

- Favoriser la conscientisation sociale auprès des citoyens et des groupes communautaires
- Faire circuler l'information sur les initiatives des citoyens et citoyennes et des groupes locaux sur diverses questions sociales.

Guy Paiement, de la Corporation communautaire l'Entregens est responsable des rencontres citoyennes avec Monsieur Turp, député de Mercier et trois assemblées publiques ont été organisées sous différents thèmes dont le travail et la pauvreté. Cette activité connaît un bon succès et la participation des groupes et des citoyens augmente au fur et à mesure des assemblées.

ASGP fait circuler l'information sur les activités citoyennes comme l'assemblée sur la privatisation de l'eau, le budget participatif et la charte municipale. Des membres d'ASGP se sont impliqués dans l'organisation de ces activités.



## Comités internes

### **Conseil d'administration ASGP**

Ateliers d'éducation populaire, Anne-Marie Sauvé,  
Centre de formation Marie-Gérin-Lajoie, Sylvie Gougeon,  
Corpo communautaire Entregens, Guy Paiement  
Cuisines collectives du Grand Plateau, Audely Duarte  
Maison d'Aurore, Lorraine Decelles  
Halte La Ressource, Normand Jarry,  
Resto Plateau, Ahmed Benbouzid  
ASGP, coordonnatrice, Fulvia Spadari

### **Comité foire communautaire- Rentrée 2006**

Centre Culturel de Transition, Martin Rodrigue  
Centre Culturel de Transition, Valérie Eme  
Centre de formation Marie-Gérin-Lavoie, Sylvie Gougeon,  
Centre de formation Marie-Gérin-Lajoie, Lynne Dionne  
Maison de l'Amitié, Luc Martin  
Petite maison de la Miséricorde, Nicole Foisy  
Projet Changement, Éric Billard  
Projet Changement, Raymonde Audette  
Société de développement de l'avenue Mont-Royal, Michel Depatie  
YMCA du Parc, Sophie Ferron  
ASGP, organisatrice communautaire, Hélène Roberge  
ASGP, Fulvia Spadari  
*Collaborations spéciale :*  
Halte Garderie La Pirouette, Florence Bourdeau  
Resto Plateau, Ahmed Benbouzid

### **Comité habitation- Aménagement**

Atelier Habitation Montréal, Robert Dion  
CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal, Marise Guindon  
Comité logement Plateau Mont-Royal, Simon Dumais  
CSSS Jeanne-Mance, Yves Girard  
Comité itinérance, Geneviève Héту  
ASGP, Hélène Roberge  
ASGP, Fulvia Spadari

## Comités internes

### **Comité organisateur Journée manifestive Rentrée 2005**

CSSS Jeanne-Mance, Yves Girard  
 Comité itinérance, Geneviève Hétu  
 Comité logement Plateau Mont-Royal, Simon Dumais  
 Comité logement Plateau Mont-Royal, Evelyne Clusiaux  
 Comité logement Plateau Mont-Royal, Marie-Hélène Drapeau  
 Corpo communautaire Entregens, Guy Paiement  
 ASGP, Hélène Roberge

### **Comité sécurité alimentaire**

Cuisines collectives du Grand Plateau, Audely Duarte  
 CSSS Jeanne-Mance, Doris Allard  
 Maison d'Aurore, Lorraine Decelles  
 Maison des jeunes du Plateau, Anne Leblanc  
 Resto Plateau, Ahmed Benbouzid  
 ASGP, organisatrice communautaire, Sophie O'Reilly

### **Collaborations Volet dépannage alimentaire**

Association d'entraide et de partage, Carole De Courval  
 CDEC Centre-Sud/Plateau, Annie Vidal  
 Interface, Pierre Montreuil et Kocou Gérard Zomahoun  
 Mission Communautaire Mile-End, Connie Olson et Nancy Cantin

### **Collaborations-alimentation des aînés**

Accordailles, Nicole Frappier  
 Alliances 3<sup>ème</sup> âge, Jean-Marc Séguin du CSSS Jeanne-Mance  
 Centre d'action socio-communautaire de Mtl, Teresa Gonzalez  
 Comité des locataires du HLM Drolet  
 Comité des locataires du HLM Émile Nelligan  
 Comité des locataires du HLM Ste-Croix  
 Cuisines collectives du Grand Plateau, Néné Dogo  
 CSSS Jeanne-Mance, Josée Garon et Pierre Marier  
 Office municipal d'habitation Montréal, Nathalie Morin  
 Projet changement, Raymonde Audet, Éric Billard et Line Chabot  
 Santropol roulant, Marc Nisbet

## Participation aux instances locales

### **Conseil d'administration du Centre de services communautaires du Monastère**

Sylvie Arcouette, individuel  
John Fogarty, partenaire, Caisse populaire Desjardins du Plateau  
Richard Gravel, occupant, Resto Plateau  
Pascal Laforest, individuel  
Diane Lambert, occupant, Centre de lecture et d'écriture  
Jean Ouellet, occupant, Projet Changement  
Michel Pauzé, individuel  
Marie Pelletier, individuel  
Fulvia Spadari, occupant, Action Solidarité Grand Plateau

### **Comité aménagement stationnement CSCM**

Isabelle Courteau, Maison de la Poésie  
John Fogarty, membre du Ca de la Caisse populaire Desjardins le Plateau  
Richard Gravel, Resto Plateau  
Marise Guindon, CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal  
Jean Ouellet, Projet Changement  
Louis La Rochelle, résident  
Ron Rayside, consultant architecte  
Pierre B. Paquin, consultant, avocat juridique  
Pierre Marquis, CSCM, Pierre Marquis, directeur CSCM  
Fulvia Spadari, ASGP

### **Comité ad hoc sur la révision des statuts et règlements CSCM**

Pascal Laforêt, résident  
Noëlle Samson, CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal  
Fulvia Spadari, ASGP

## Participation aux instances locales

### **Conseil d'administration CDEC Centre-Sud/ Plateau Mont-Royal**

Annie Flageole, collègue communautaire  
Marie-Ève Hébert, collègue communautaire  
Fulvia Spadari, collègue communautaire  
Margaret Bain, collègue communautaire

Annie Vidal, collègue des employéEs  
Christian O'Leary, collègue culturel  
Richard Gravel, collègue de l'employabilité

Marc Lamarche, collègue coopératif  
Jean-Michel David, collègue coopératif

Christiane Fradette, collègue syndical  
Danielle Casara, collègue syndical

Linda Vallée, collègue des individus et des travailleur/euses autonomes  
Johanne Bouchard, collègue des individus et des travailleurs/euses autonomes

George Kalimeris, collègue institutionnel  
Michelle Watrin, collègue des institutions

Philippe Batani, collègue des affaires  
Daniel Dyotte, collègue des affaires

Helen Fotopulos, mairesse de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal  
Monique Comtois-Blanchet, attachée politique de Louise Harel, députée provinciale du comté Hochelaga-Maisonneuve  
Daniel Turp, député provincial du comté de Mercier  
Pierre Paiement, conseiller spécial de M. Benoît Labonté, maire de l'arrondissement Ville-Marie

Guy Ouellet, Directeur, Aménagement urbain et des services aux entreprises / Arrondissement du Plateau Mont-Royal  
Guy Bazinet, Aménagement urbain et des services aux entreprises / Arrondissement Ville-Marie  
Sandra Pageau, directrice du CLE Plateau Mont-Royal  
Stephan Canty, conseiller au Bureau régional de l'Île de Montréal, DEC

## Participation aux instances locales

### **Projet d'organisation clinique Table de santé publique –**

### **- Groupes des partenaires**

Action Solidarité Grand Plateau. Fulvia Spadari  
Arrondissement du Plateau, Daniel Ballard  
Arrondissement Ville-Marie. Michel Gendron  
CDC Centre-Sud, Marie-Ève Hébert  
CDEC Centre-Sud/Plateau Mont-Royal, Alain Arsenault  
CSSS Jeanne-mance - CSLC St-Louis du Parc Johanne Lambert  
Commission scolaire de Montréal, regroupement 2, Sylvain Catafard  
Direction de santé publique de Montréal, Carole Morissette  
Linda Vallée, consultante  
Promotion de la santé et prévention, CSSS Jeanne-Mance Richard Cloutier  
Resp. de la table de travail – santé publique CSSS Jeanne-Mance, Sylvie Simard